

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 11 – du 9 mars au 16 mars 2023

ZOOM SUR : JORDANIE - AIDE INTERNATIONALE : ENGAGEMENTS SIGNÉS EN 2022

Le rapport annuel publié par le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MoPIC) détaille les engagements de l'aide internationale signés en 2022 pour la Jordanie, dont le montant s'élève à 4,4 Mds USD en 2022. En valeur, les engagements sont stables par rapport à 2021 où ils étaient évalués à 4,4 Mds USD par le MoPIC, soit environ 396 USD par habitant. En pourcentage du PIB, ils enregistrent une baisse de 0,5 pp, passant de 9,7 % en 2021 à 9,2 % en 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,4 MDS \$

MONTANT DES ENGAGEMENTS DE
L'AIDE INTERNATIONALE EN 2022

Pour rappel, les niveaux d'aide publique au développement (APD) reçus par la Jordanie sont très importants en comparaison à ceux observés dans les autres pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. En 2021, l'APD représente 7,6 % du RNB de la Jordanie contre 0,1 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Ce montant d'engagement pour 2022 se compose de dons (55 % du total) et de prêts concessionnels (45 % du total). 31 % des dons sont dirigés vers le plan de réponse de la Jordanie à la crise syrienne, *Jordan Response Plan* - « JRP » - (ce qui correspond à 17 % du total des engagements). Si le montant des dons observe une baisse en glissement annuel de -7,5 %, les prêts concessionnels sont en hausse de +11 % par rapport à l'année précédente, malgré la saturation des capacités d'endettement du pays. Comme en 2021, les autorités jordaniennes estiment que le JRP reste sous-financé à 33,4 % en 2022 (contre 30,6 % en 2021). Le reste de l'APD porte sur des projets régionaux, de l'assistance technique ou des bourses et connaissent des montants très peu significatifs.

L'aide budgétaire compose toujours la majeure partie des engagements, soit 41,2 % du total en 2022. Aide budgétaire exclue, l'eau et l'assainissement constituent le premier poste d'APD (14 % du total), suivis par l'agriculture et la sécurité alimentaire (13 % du total) et la protection sociale (12 % du total).

L'USAID reste le pourvoyeur principal d'aide à la Jordanie, en particulier en subventions, suivi par l'Union européenne. L'USAID s'est engagé sur près de 1,2 Md USD en 2022, un montant bien supérieur à l'UE (104 M USD). S'agissant des prêts concessionnels, la Banque Mondiale est le premier pourvoyeur d'emprunts avec 642,6 M USD, suivie par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) avec 200 M EUR. Notre engagement bilatéral est constitué d'un seul prêt concessionnel de l'AFD sur la budgétisation sensible au genre (150 M EUR).

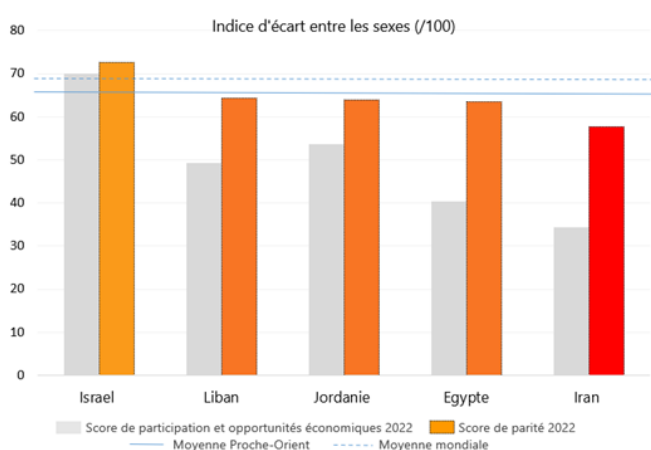
Service Économique d'Amman



RÉGION

MISE À JOUR DU GENDER GAP INDEX DU WORLD ECONOMIC FORUM.

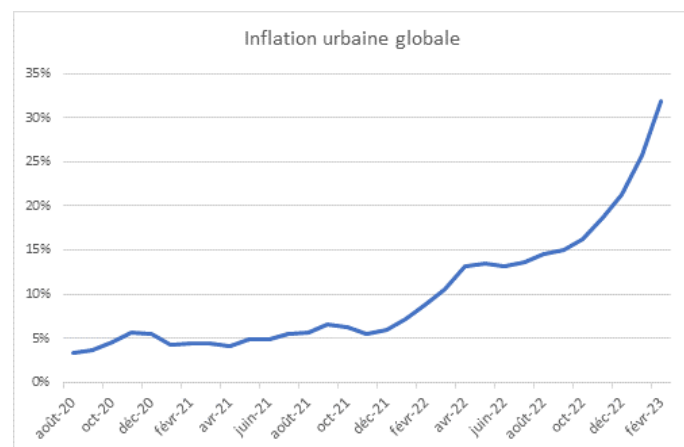
Le *World Economic Forum* a publié son [indice](#) 2022 des écarts de genre, qui classe 146 pays en fonction de l'état de la parité entre les hommes et les femmes, en se basant sur plusieurs critères : (i) participation et opportunités économiques, (ii) niveau d'éducation, (iii) santé et survie, et (iv) émancipation politique. En 2022, bien que certains pays du Proche-Orient aient enregistré une légère amélioration de leur score, la moyenne de la région est restée stable à 64% (un score inférieur à la moyenne mondiale de 68%). De manière notable, l'Iran obtient le résultat le plus faible, avec un score de 58%, en raison de ses mauvaises performances en matière d'émancipation politique et de participation économique des femmes. Le score de l'Égypte s'est dégradé en raison d'une réduction asymétrique de la participation des femmes au marché du travail. La moyenne du Proche-Orient pour la catégorie « participation et opportunités économiques » est de 50%, inférieure à la moyenne mondiale de 60% et loin derrière la moyenne européenne de 70%. La Syrie, l'Irak et les Territoires Palestiniens ne sont pas inclus dans ce rapport, en raison d'un manque de données.



ÉGYPTE

1. L'INFLATION ATTEINT SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 5 ANS.

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques (CAPMAS), l'inflation enregistre une hausse de 31,9 % en glissement annuel au mois de février 2023 contre 25,8 % le mois précédent. Elle atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis juillet 2017. Les prix ont également augmenté de 6,5 % en glissement mensuel en février contre 4,7 % le mois précédent, soit la progression la plus élevée depuis mars 2007. Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux augmenté de 61,8 % en glissement annuel en février, dépassant le record de 48 % du mois précédent. La hausse des coûts des produits alimentaires et des boissons - la composante la plus importante du panier de biens et de services utilisé pour mesurer l'inflation - a été la principale cause de l'inflation sur ces derniers mois. Afin d'atténuer les retombées de l'inflation, le gouvernement a annoncé la semaine dernière une série de mesures de soutien à la population d'un montant total révisé de 190 Mds EGP (\approx 6,15 Mds USD).

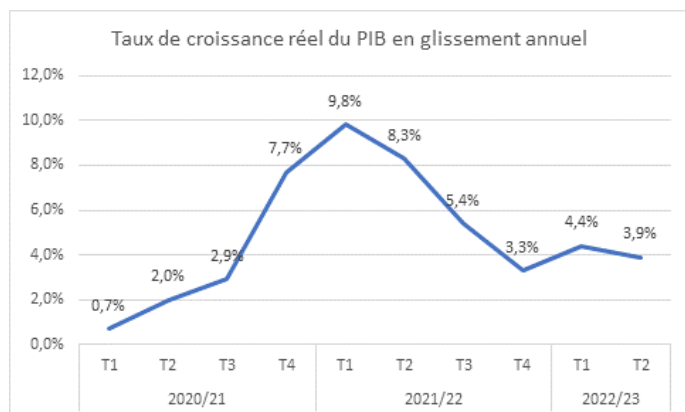


2. HAUSSE DE 3,9% DU PIB AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022/2023.

Selon les données préliminaires du ministère de la Planification, le PIB égyptien a progressé de 3,9 % en glissement annuel lors du deuxième trimestre de l'exercice 2022/23 (de juillet à septembre 2022), contre 4,4 % lors du premier trimestre. La croissance de l'économie était de 8,3 % au cours de la même période l'année dernière et estimée à 4,2 % pour le premier semestre de l'exercice. Le ministère a également révisé à la baisse sa prévision de

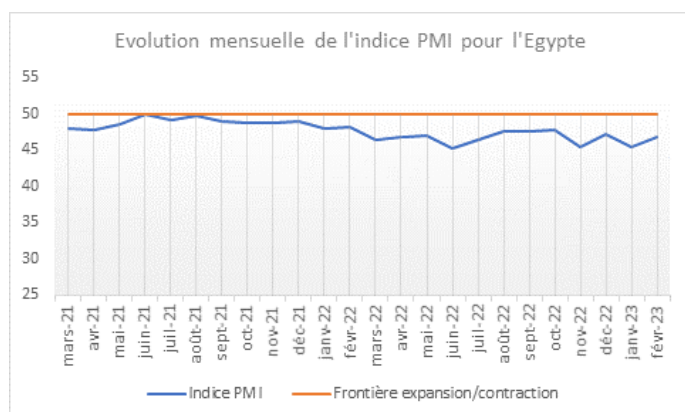


croissance pour l'exercice en cours à 4,2 % contre une estimation de 5 % précédemment prévu en novembre et 5,5 % lors du projet de budget 2022/23.



3. CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DU SECTEUR MANUFACTURIER « HORS HYDROCARBURES » POUR LE 27^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF.

L'indice Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'affiche à 46,9 en février contre 45,5 en janvier. La contraction du secteur privé est donc moins soutenue qu'en janvier. Selon [S&P Global](#), la persistance de l'inflation élevée, les difficultés d'approvisionnement et la faiblesse de la livre égyptienne continuent de nuire à l'activité. L'indice PMI s'inscrit ainsi sous la barre des 50 séparant l'expansion de la contraction pour le 27^{ème} mois consécutif.



4. POSSIBLES INVESTISSEMENTS CHINOIS DANS LA FILIÈRE ÉGYPTIENNE DE L'HYDROGÈNE VERT.

Lors d'une rencontre avec le Premier ministre Madbouly, le PDG de *China Energy Engineering Corporation* (CEEC) a déclaré son intention d'investir 5,1 Mds USD, dès mai prochain, dans une

installation d'hydrogène vert en Égypte pour la production à terme de 140 000 tonnes d'hydrogène vert par an. L'entreprise chinoise est également intéressée par des investissements dans le réseau électrique égyptien mais aussi par la fabrication en Égypte de pompes pour les stations d'épuration et de dessalement. CEEC a remporté un sous-lot en octobre 2021 pour le développement de l'interconnexion des réseaux électriques égyptien et saoudien. Dans le même temps, le PDG de [China International Energy Group](#) (CIEG), lors d'une rencontre avec le président Sissi, a révélé que son entreprise pourrait investir jusqu'à 8 Mds USD dans un projet de production d'hydrogène vert en Égypte. Pour rappel, la stratégie de l'Égypte en matière d'hydrogène vert, initialement prévue lors de la COP27 et attendue dans les prochaines semaines, devrait fournir un cadre réglementaire, notamment en termes d'incitations, pour localiser une production d'hydrogène vert en Égypte.

5. AUGMENTATION DU NOMBRE DE TOURISTES EN ÉGYPTÉ.

Selon le Ministère du Tourisme égyptien, le nombre de touristes arrivant en Égypte a augmenté de 34 % en glissement annuel en janvier et février 2023, malgré une forte diminution des flux de touristes provenant de Russie et d'Ukraine, qui ont chuté respectivement de 40 % et de 80 %. Ces deux pays comptaient, avant le déclenchement du conflit russo-ukrainien, pour environ 35 à 40 % des touristes visitant l'Égypte. L'agence de notation Fitch anticipe une augmentation des recettes touristiques de l'Égypte de 18 % en 2023 pour atteindre 13,6 Mds USD, et un accroissement du nombre de touristes étrangers de 46 % (11,6 millions attendus). L'Égypte espère compter sur le retour des touristes chinois, alors qu'EgyptAir, qui a repris ses vols vers la Chine, devrait proposer à terme 10 vols par semaine vers les villes chinoises de Pékin, Hangzhou et Guangzhou.

IRAK

1. VALIDATION DU PROJET DE BUDGET.

Le Conseil des Ministres a validé le 13 mars le projet de loi de finances pour 2023, 2024 et 2025 à l'issue d'un long processus de négociations. Une solution semble avoir été trouvée au différend entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan, au sujet des exportations kurdes d'hydrocarbures, sous la forme d'un compte séquestre qui serait l'unique récipiendaire des



revenus de ces exportations. Le projet de budget, dont la version détaillée n'a pas encore été communiquée, accorde une priorité forte aux dépenses sociales et aux services de base (électricité, santé, éducation). Il est donc très expansionniste et déficitaire: il prévoit des dépenses s'élevant à 197,8 Tn IQD (152,2 Mds USD), dont 76% pour le fonctionnement, financées par des recettes évaluées à 134,6 Tn IQD (103,5 Mds USD) et un déficit de 63,3 Tn IQD (48,7 Mds USD), soit près de 20% du PIB. Le Parlement devrait recevoir le projet de budget détaillé la semaine prochaine pour ensuite le voter vraisemblablement après le Ramadan – le processus prend habituellement un mois.

2. CONFÉRENCE DE BASSORA SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Une conférence s'est tenue les 12 et 13 mars, à Bassora sur le changement climatique en Irak, sous le patronage du Premier ministre, Mohammed Chia al-Soudani. La conférence a mobilisé à un haut niveau des membres du gouvernement irakien (ministres du Plan, du Pétrole et de l'Environnement notamment), des partenaires importants du pays (Royaume-Uni, France), des organisations multilatérales (ONU, Banque mondiale, Programme des Nations-Unies pour le développement) et des représentants de la société civile. Les autorités irakiennes ont pris, lors de la conférence, plusieurs engagements, notamment celui d'arrêter le torchage du gaz d'ici à 2030, de développer l'énergie solaire avec une cible de 12 GW d'ici à 2030 et de planter 5 millions d'arbres pour lutter contre la désertification. Le Premier Ministre a également annoncé la tenue prochaine - sans préciser la date - d'une conférence régionale sur les enjeux du changement climatique avec les pays voisins de l'Irak.

3. SIGNATURE DE PROTOCOLES SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.

À l'occasion de la 5^{ème} réunion de la Commission conjointe Iran-Irak, qui s'est tenue à Bagdad les 12 et 13 mars, le Ministre de l'Économie iranien, Seyed Ehsan Khandouzi, et le Ministre du Commerce irakien, Atheer Daoud al-Ghuraïry ont signé plusieurs protocoles d'entente en matière de transport, de commerce, d'énergie, d'électricité, de gaz, d'eau et de finance. D'après le Ministre de l'Économie iranien, le commerce bilatéral entre l'Irak et l'Iran aurait augmenté de 20% sur les onze derniers mois par

rapport à l'année dernière. Pour mémoire, les importations iraniennes en Irak se sont élevées à presque 9 Md USD en 2021, contre 1,2 Md USD pour les exportations irakiennes en Iran.

IRAN

1. NET REBOND DU PMI AU MOIS DE BAHMAN (21 JANVIER-20 FÉVRIER).

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Irak (ICCIMA), l'activité s'est de nouveau inscrite en expansion à 51,4 points (+9,5 points) durant le mois de Bahman après trois mois consécutifs de contraction, avec un redressement particulièrement vigoureux pour l'industrie (57,4 points, +11,7 points). L'indice général, qui n'est pas corrigé des variations saisonnières, reflète la hausse cyclique de la demande à l'approche de Norouz. Cette reprise temporaire présente des vulnérabilités, comme la poursuite du repli des « nouvelles commandes » (49,6 points) et des « stocks de matières premières et fournitures » (42,2 points), à leur plus bas depuis avril 2021 en raison de la dépréciation du rial. En sens inverse, les pressions inflationnistes sur les intrants nourrissent la hausse de l'indice du « prix des produits finis » (61,8 points), à son plus haut depuis juillet 2022. Parmi les difficultés pointées par les directeurs d'achat, on peut relever: (i) l'achat de matières premières au taux de change du marché parallèle (aval pétrolier), (ii) la baisse de la demande des ménages (textile), (iii) l'imposition de nouveaux prix administrés en-deçà du coût marginal de production (élevage de volailles).

2. VERS UN DÉBLOCAGE D'UNE PARTIE DES FONDS IRANIENS EN CHINE.

D'après la presse locale, la Chine aurait autorisé l'Irak à accéder à une partie des fonds déposés dans les livres de banques chinoises et bloqués depuis la réimposition des sanctions secondaires par l'administration Trump en 2018, en amont de la signature de la déclaration tripartite annonçant la reprise des relations diplomatiques irano-saoudiennes le 10 mars. Ces articles citent une *interview* à Mehr News du président de la Chambre de commerce bilatérale Iran-Chine, Majidreza Hariri, lequel n'infirme ni ne confirme un éventuel déblocage, mais offre une clarification utile de l'état des réserves de change de l'Irak détenues en Chine. M. Hariri distingue (i) les fonds issus de la vente de



pétrole à la Chine depuis 2018, librement utilisables pour le paiement des importations iraniennes de biens chinois, et (ii) **les fonds issus de la vente de pétrole au reste du monde dans les années 2000, réinvestis surtout en Europe («actions ou obligations libellées en dollars»)**, qui ont été transférés [NDLR : à une période non-précisée] sur des comptes dans les livres de banques chinoises, **s'élevant à 21 Mds\$, qui ne peuvent être transférés à la Banque centrale d'Iran en raison de l'impossibilité d'ouvrir un compte au nom de cette dernière chez les institutions dépositaires.** Selon M. Hariri, à la différence des banques coréennes et japonaises abritant des fonds iraniens, les banques chinoises ne facturent pas de frais de tenue de compte ou de dommages réputationnels, et les fonds bloqués sont acceptés comme collatéral pour le financement de projets chinois en Iran (e.g. la raffinerie de Masjed-e Soleyman).

3. INTRODUCTION EN BOURSE DE GIMIDCO.

GIMIDCO, holding dans les mines et les métaux de la société d'investissement Ghadir (Organisation de la sécurité sociale des forces armées) est devenue la 368^e société cotée sur le Tehran Stock Exchange en offrant l'équivalent de 7% de ses actions au public, pour une valeur de marché initiale de 300 000 Mds IRR (660 M\$). Créée en 2007, GIMIDCO détient des participations dans une dizaine de sociétés intervenant dans l'exploration de gisements d'or, de cuivre, de plomb, de nickel et de zinc (Ghadir Mines & Industries Exploration), l'exploitation de mines de minerai de fer (Sang-e Ahan Gohar Zamin, 20%), la production de fer spongieux (Ghadir Iranian, 45%; Ghadir Neyriz 65%), de billettes et brames d'aluminium (complexe industriel aluminium du Sud, 51%), d'alliages en acier (Iran Alloy Steel, 34,3%, premier actionnaire) ou encore de climatiseurs, moteurs et pompes électriques (Motogen, 52,7%). Le président du CA est l'ingénieur Taher Rahimi, ancien directeur adjoint de l'Organisation des industries de défense. Il succède à Seyed Morteza Morteza'i, général de brigade de l'IRGC, ancien P-DG de l'Organisation des industries de défense.

4. HAUSSE DE 8,8% DES ALLOCATIONS DE DEVICES POUR LES BIENS ESSENTIELS.

D'après la Banque Centrale, la valeur des allocations de devises pour l'importation de biens essentiels (blé, maïs, orge, tourteaux de soja, huiles de cuisson et oléagineux) serait passée **de 14,7 Mds\$ en 2021/2022 à 16,0 Mds\$ en 2022/2023** (+8,8% en g.a.).

À la différence de l'année 2021/2022, la majorité de ces allocations ont été effectuées contre le versement d'une contrevaletur en rials au taux NIMA (valeur moyenne de 260 000 IRR pour 1 \$ sur la période), le taux de change préférentiel (42 000 IRR pour 1 \$) ayant été progressivement supprimé au T1 2022/2023.

5. FORTE HAUSSE DES VOLS CARGO DE L'IRAN VERS LA RUSSIE.

D'après l'OSINTer Gerjon, sur une année à partir du début du conflit russo-ukrainien, les compagnies aériennes iraniennes auraient effectué au moins 92 vols cargos vers Moscou (principalement l'aéroport Sheremetyevo, quelques vols aussi vers Vnoukovo) contre 3 sur la même période l'année n-1. L'OSINTer a recensé 44 vols *Pouya Air*, 29 vols *Qeshm Fars Air*, 12 vols *Iran Air Cargo* et 7 vols *Saha Airlines*.

ISRAËL

1. L'EXCÉDENT BUDGÉTAIRE CONTINUE DE SE RÉDUIRE.

Selon le Ministère des Finances, l'excédent budgétaire d'Israël en février 2023 s'élevait à 2,7 Mds ILS (695 M EUR). L'excédent budgétaire d'Israël pour les 12 mois se terminant en janvier 2023 était de 0,3 % du PIB, contre 0,6 % à la fin de décembre 2022. Le gouvernement s'est fixé pour objectif un faible déficit budgétaire de 1% en 2023.

2. LA BAISSÉ DE CRÉDITS BANCAIRES SE POURSUIT.

La baisse des prêts hypothécaires en Israël prend de l'ampleur. Selon la Banque d'Israël, en février 2023, des prêts hypothécaires totalisant 5,73 Mds ILS (1,47 Md EUR) ont été contractés, soit une baisse de 49% en un an. Il s'agit du chiffre mensuel le plus bas pour la prise de prêts hypothécaires depuis le premier confinement de Covid en avril 2020. Depuis cette date, les prix des logements ont pour leur part augmenté de 35%. Sans surprise, les banques israéliennes annoncent des bénéfiques records, +38% par exemple pour Hapoalim.

3. HAUSSE DE 8% DES LOYERS D'APPARTEMENT.

Selon le Bureau central des Statistiques, les loyers des appartements en Israël connaissent leur plus forte hausse depuis 2008 augmentant de 8% sur un an à fin février 2023. Cette reprise est alimentée par les relèvements successifs des taux d'intérêt et par l'inflation. En 2020, les loyers étaient restés stables

en raison de la crise sanitaire. Les loyers avaient progressé de +3,3% en 2021 et de +6,3% en 2022, l'essentiel de cette hausse étant par ailleurs intervenue en fin d'année.

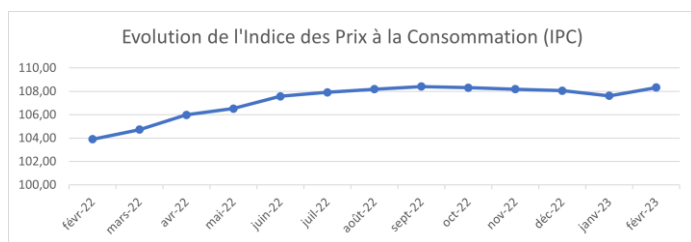
4. HEWLETT PACKARD ENTERPRISE ACQUIERT AXIS SECURITY.

Hewlett Packard Enterprise a annoncé l'acquisition de la société israélienne basée à Tel-Aviv Axis Security, spécialisée dans la sécurité du *cloud*. Aucun détail financier sur la transaction n'a été divulgué. Selon la presse, l'acquisition avoisinerait les 500 M USD.

JORDANIE

1. HAUSSE DE L'INFLATION EN FÉVRIER.

Selon les chiffres publiés par le Département des Statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 4,25 % à la fin du mois de février 2023. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 108,32 en février 2023 contre 103,90 en février 2022. Ce niveau d'inflation résulte principalement de l'augmentation des prix des catégories : "combustibles et éclairage" (+31,82 %), "meubles, tapis et matelas" (+10,39 %), "culture et loisirs" (+10,37 %), "huiles et graisses" (+9,52 %), et "restaurants et hôtels" (+9,5 %) en g.a. Les prévisions d'inflation pour 2023, ont été revues à la hausse à l'occasion de la 5^{ème} revue du programme FMI en cours, passant de 3 % à 3,8 %.



2. PREMIÈRE ÉMISSION D'OBLIGATIONS « VERTES » EN JORDANIE.

La Société financière internationale (SFI) investit 50 M USD dans des obligations vertes à échéance de cinq ans, émises par la Jordan Kuwait Bank (JKB). Le financement comprend 36 M USD du compte propre de l'IFC, un co-investissement de 10 M USD provenant du *Canada-IFC Blended Climate Finance Program* et de 4 M USD provenant de la *Middle East and North Africa (MENA) Private Sector Development Facility* financée par les Pays-Bas. JKB

affectera les fonds à des projets avec une dimension environnementale, notamment des projets d'énergies renouvelable, des véhicules à faible émission de carbone, des infrastructures vertes, des bâtiments à faible consommation d'énergie, ainsi que des ressources en eau et des déchets gérés de manière durable. Les équipes de la SFI contribueront également à renforcer les capacités techniques de la banque afin qu'elle puisse identifier les projets éligibles et développer un cadre permettant de mesurer et d'évaluer l'impact.

3. S&P MAINTIENT À « B+/B » LA NOTATION DE LA JORDANIE.

Standard and Poor's (S&P) maintient la note de « B+/B » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. La décision de l'agence de notation s'appuie sur la mise en œuvre par les autorités jordaniennes d'un ensemble de réformes permettant de réduire progressivement le déficit budgétaire dans les années à venir. La dette publique reste toutefois inquiétante, à plus de 80 % du PIB jusqu'en 2024. Selon S&P, la Jordanie a néanmoins été partiellement protégée des effets immédiats de la forte hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, en raison de ses contrats d'importation d'énergie à long terme et de ses réserves de blé. La perspective stable reflète le fait qu'au cours des 12 prochains mois, la dynamique de réforme de la Jordanie et le soutien des donateurs resteront forts, compensant ainsi le risque que des difficultés extérieures puissent compromettre sa trajectoire budgétaire et alourdir encore le fardeau de la dette.

4. LANCEMENT DE LA STRATÉGIE D'EXPORTATION POUR 2023-2025.

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement a dévoilé sa stratégie d'exportation pour 2023-2025. Elle a pour objectif d'accroître et de diversifier les exportations nationales, d'identifier de nouveaux marchés, de souligner la qualité et la compétitivité des produits jordaniens et de maintenir la viabilité des entreprises exportatrices. Une plateforme d'information sera lancée durant ce mois de mars. À la fin du mois, le plan exécutif de la stratégie devra également être finalisé. Concernant le Fonds de soutien à l'industrie, le Ministre Yousef Shamali a indiqué que 1042 demandes avaient été reçues, 684 demandes ont fourni les éléments nécessaires et rempli toutes les conditions. Les demandes sont désormais en cours de traitement.



LIBAN

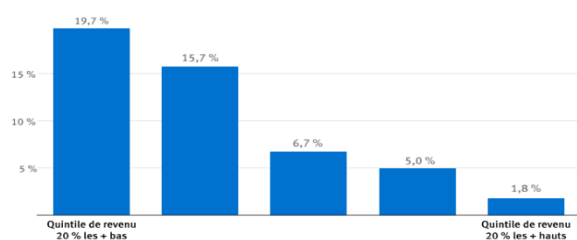
1. PAIEMENT EN ESPÈCES DES DROITS ET TAXES DOUANIERS.

Une décision du Ministre des Finances datant du 10 février exige le règlement partiel (75%) en espèces des droits et taxes douaniers pour certaines catégories de produits : carburants, véhicules neufs et d'occasion et téléphones mobiles. Depuis le 7 mars, les importateurs peuvent déposer les montants dus en espèces auprès de leurs banques commerciales, qui se chargent d'effectuer des virements vers le compte du Ministère des Finances à la Banque du Liban. Le Ministère des Finances motive cette mesure par la nécessité de renforcer les liquidités du Trésor Public et de contribuer à la stabilisation du marché de change, en aspirant une partie des liquidités en livres libanaises en circulation.

2. RAPPORT DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA CRISE ÉNERGÉTIQUE AU LIBAN.

Human Rights Watch a publié un [rapport](#) le 9 mars sur la crise de l'électricité au Liban, qui repose sur une enquête menée auprès de 1209 ménages libanais entre 2019 et aujourd'hui. Alors que le gouvernement ne fournit que quelques heures d'électricité par jour, les personnes ayant les moyens financiers complètent leur approvisionnement à l'aide de générateurs privés. Or d'après l'enquête, parmi les 20% de ménages les plus pauvres, un sur cinq n'aurait pas accès à un générateur. La hausse du prix du diesel et l'inflation générale ont en effet un impact disproportionné sur les ménages à faible revenu.

Accès limité à un générateur pour les ménages les plus pauvres
Proportion de ménages sans accès à un générateur (de quartier, dans l'immeuble ou privé)



Source : Enquête de Human Rights Watch, novembre 2021 - janvier 2022. Taille de l'échantillon : n = 1 209 ménages.

PALESTINE

1. AMÉLIORATION DE L'INDICE PMA EN FÉVRIER.

Les résultats de l'indice PMA du cycle économique ont montré une amélioration de l'indice global pour la Palestine, qui est passé de -11,2 points en février 2022 à 5,6 points en février 2023. En Cisjordanie, l'indice global est passé de -6,6 points en février 2022 à 8,6 points en février 2023. Cette amélioration est due aux hausses de l'indice du commerce (de -4,5 à 1,0), de l'industrie (de -5,8 à 2,2) et de l'indice de la construction (de -1,7 à 0,0). L'indice agricole est demeuré stable, à l'inverse de 2022.

2. LA REPRÉSENTATION DES ENTREPRISES À GAZA ACCUEILLE UNE DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE.

L'Association des hommes d'affaires de la bande de Gaza et les responsables des institutions du secteur privé se sont réunies avec le représentant de l'UE en Palestine. Le président de l'association a souligné l'importance de faciliter la circulation des personnes et des biens, promouvoir les exportations de Gaza, orienter les programmes et projets européens vers les secteurs productifs, et faciliter la mise en place de mécanismes assurantiels pour les entrepreneurs.

La bande de Gaza constitue une économie enclavée de 365 km². Environ 1,8 million de Palestiniens, pour la plupart réfugiés (70 %), y vivent, ce qui en fait l'un des espaces les plus densément peuplés du monde. L'enclave connaît depuis 2006 une diminution sensible des conditions de vie. Le PIB y a progressé dix fois moins vite que la population. Le taux de chômage est de 45 %, et affecte avant tout les jeunes et les femmes. Depuis début 2022, une hausse généralisée des prix intervient dans un contexte d'absence d'épargne disponible, de protection sociale efficace ou de capacité d'emprunt.

SYRIE

1. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX SYRO-CHINOIS ATTEIGNENT LEUR NIVEAU LE PLUS BAS DEPUIS 20 ANS.

En 2022, les échanges commerciaux entre la Syrie et la Chine ont connu une baisse significative, atteignant leur plus bas niveau en 20 ans. Cette chute est principalement due aux coûts d'expédition élevés à l'échelle mondiale. Le commerce bilatéral a diminué de 11% par rapport à 2021, et de 48% par rapport à 2020, pour atteindre 427 M USD en 2022. La Syrie a importé des biens chinois pour une valeur de 425 M USD, mais n'a exporté que pour 2 M USD, maintenant ainsi une balance commerciale très déséquilibrée avec la Chine. Malgré la baisse des échanges commerciaux,



la Chine reste l'un des partenaires commerciaux les plus importants de la Syrie, derrière la Turquie, la Russie et les Émirats Arabes Unis. Avant le conflit, le pays exportait environ 2,3 Mds USD de biens en Syrie.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH